

MUSEE DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-ET-MARNE

REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITE

- **Décret du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public**
- **Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité**

A CONSULTER LIBREMENT

SOMMAIRE

1. Fiche informative de synthèse de l'accessibilité de l'établissement p.3
2. Description de l'accessibilité des prestations au Musée départemental de la Seine-et-Marne p. 5
3. Fiche d'identité de l'établissement p. 20
4. Désignation de l'établissement comme Etablissement Recevant du Public (ERP) : rapport de visite et avis de la commission de sécurité du 19 octobre 2011..... p. 21
5. Description du Projet stratégique de mise en accessibilité des ERP du Conseil départemental de Seine-et-Marne p. 23
6. Délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 18 décembre 2015 approuvant le programme de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap) p. 25
7. Rapport du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 18 décembre 2015 sur l'approbation du programme de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap) p. 27
8. Formulaire CERFA: « *Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap)* » complété par le Conseil départemental de Seine- et-Marne p. 30
9. Arrêté préfectoral n°2016/DDT/SIDCE/49 du 2 mars 2016 approuvant l'agenda d'accessibilité pour les ERP départementaux (extraits) et rectificatif sur l'Ad'Ap p. 31
10. Modalités de maintenance des ascenseurs p. 37
11. Attestations de formation des agents du Musée départemental de la Seine-et-Marne p. 43
12. Guide de la Délégation ministérielle de l'accessibilité intitulé « *Bien accueillir les personnes handicapées* », août 2016 p. 54

13.



Accessibilité de l'établissement



Bienvenue au musée départemental de la Seine-et-Marne

→ Le bâtiment et tous les services proposés sont accessibles à tous

☐ oui

☒ non



→ Le personnel vous informe de l'accessibilité du bâtiment et des services

☒ oui

☐ non



Formation du personnel d'accueil aux différentes situations de handicap

→ Le personnel est sensibilisé.



C'est-à-dire que le personnel est informé de la nécessité d'adapter son accueil aux différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel est formé.



C'est-à-dire que le personnel a suivi une formation pour un accueil des différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel sera formé.



Matériel adapté

→ Le matériel est entretenu et réparé

☒ oui ☐ non

→ Le personnel connaît le matériel

☒ oui ☐ non



Contact : Emilie XIMENES - 01 60 24 46 09



Consultation du registre public d'accessibilité :



☒ à l'accueil



☒ sur le site internet

N° SIRET : 22770001000019

Adresse : Musée de la Seine-et-Marne - 17 avenue de la Ferté-sous-Jouarre - 77750 Saint Cyr-sur-Morin

Contributeurs : Fédération APAJH, DMA, Unapei

Relecteurs : ESAT Levallois-Perret - Fédération APAJH, ESAT Pierrelatte - Adapei 26

Septembre 2017



Certaines prestations ne sont pas accessibles



1. Langue des signes française



Ce service sera accessible le : sur réservation



Ce service ne sera pas accessible  (voir l'autorisation)



Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :



oui



non



2. Visites guidées ou animations spécifiques à chaque handicap



Ce service sera accessible le : sur réservation



Ce service ne sera pas accessible  (voir l'autorisation)



Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :



oui



non



3. Accès handicap moteur à la maison de Pierre Mac Orlan

Une vidéo de présentation de la maison est visionnable au musée, à la demande



Ce service sera accessible le :



Ce service ne sera pas accessible  (voir l'autorisation)



Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :



oui



non

ACCESSIBILITÉ AU SITE

1. Stationnement des véhicules

⇒ • Il existe un parking pour les visiteurs :

oui ☒ non ☐

si oui :

nombre de places : 13

nom ou emplacement du parking : Musée départemental de la Seine-et-Marne – parking réservé

⇒ • Des places sont réservées aux personnes handicapées :

oui ☒ non ☐

si oui :

• combien et à quel endroit ? 1 en face de l'entrée du parking

• largeur des places : 3m75

• elles sont situées :

de plain-pied par rapport à l'entrée du site

☒

en sous-sol

☐

en étage

☐

⇒ • Distance approximative entre les places réservées et l'entrée accessible du site : 70m

⇒ • Il existe des places réservées aux autobus près du site :

oui ☒ non ☐

si oui :

lieu : avenue de la Ferté-sous-Jouarre, à l'opposé de l'entrée du musée

⇒ • Il est possible de stationner à proximité immédiate de l'entrée du site pour déposer des personnes à mobilité réduite :

oui ☒ non ☐

• si oui :

le temps de la dépose

☒

le temps de la présence sur le site

☐

2. Abords et accès aux bâtiments

⇒ • du parking au site

- Il existe des obstacles sur le cheminement entre les places réservées du parking et l'entrée accessible du site
oui ☒ non ☐

Si oui, lesquels ?

Description :

- ressauts : 2.5 cm au niveau des bords des trottoirs
- grilles, trous, fentes : 1 plaque d'égout pleine sur le trottoir ; 1 grille d'égout entre le portail et l'entrée du bâtiment du musée
- obstacles à hauteur de tête : 2 branches d'un pommier entre le portail et l'entrée du bâtiment du musée
- obstacles sur le cheminement : 2 plots au niveau des trottoirs
- légère pente descendante jusqu'au portail

- Le cheminement jusqu'à l'entrée est signalisé :
oui ☐ non ☒

Description : traverser la route sur le passage piéton, suivre le trottoir sur la gauche jusqu'au portail, franchir le portail et suivre le panneau « Entrée du musée »

La signalétique existe :
oui ☒ non ☐

La signalétique est satisfaisante :
oui ☐ non ☒

précisions : panneau d'information du musée à 5 mètres avant le portail du musée, visible du parking

	très bien	moyen	passable
lisibilité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
signalisation des obstacles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
éclairage des circulations	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

3. Aide à la circulation

⇒ bandes podotactiles :

oui ☒ non ☐

précisions : seulement au sous-sol pour l'accès aux sanitaires et pour signaler les escaliers

⇒ prêt de fauteuils roulants : 1

état des fauteuils : bon ☒ moyen ☐ mauvais ☐

⇒ prêt de déambulateurs : 2

⇒ prêt de cannes- sièges : 5

CIRCULATION HORIZONTALE ET VERTICALE

1. Entrée principale

• L'entrée principale est accessible (largeur de porte >80 cm, moins de 3 marches, hauteur des marches inférieure à 16 cm , pente <5 %) :

oui ☒ non ☐

• Largeur de la porte : 90 cm

• Nombre de marches : 0

• Il existe une porte lourde à pousser

oui ☐ non ☒

• Portes aux poignées préhensibles (comprises entre 0,40m et 1,30m de hauteur)

oui ☒ non ☐

• Couloir d'une largeur inférieure à 1,4 m

oui ☒ non ☐

• La sortie principale est accessible :

oui ☒ non ☐

Précisions : même accès que l'entrée

- L'ensemble du site est de plain-pied : oui ☐ non ☒
- Nombre de niveaux ouverts au public 3
- Nombre de niveaux totalement accessibles : 3

2. Ascenseurs

- Il existe un ou plusieurs ascenseurs à la disposition des publics dans l'établissement :
oui ☒ non ☐
- si oui, nombre : 1
description :
 - Largeur de l'entrée : 1m10
 - Largeur de la cabine : 1m10
 - Profondeur de la cabine : 2m10
 - Hauteur des boutons de commande : de 90 à 110 cm
 - Espace de rotation devant l'ascenseur (1,4 m min.) suffisant ☒ insuffisant ☐
 - précision d'arrêt (2 cm maximum) : suffisant ☒ insuffisant ☐
 - boutons braille ou gros caractères oui ☒ non ☐
 - signal sonore indiquant les étages oui ☒ non ☒

remarques : barre d'appui sur la gauche, signalétique à gauche à l'entrée de la cabine

3. Escaliers

⇒ pour accéder au rez-de-chaussée

- Nombre (approximatif) de marches : 0

⇒ pour accéder aux étages

- Nombre (approximatif) de marches : 18 à 20 marches pour le 1^{er} étage et le sous-sol / 4 marches supplémentaires au sous-sol pour l'accès aux sanitaires
- Hauteur maximum des marches : 17.5 cm
- Profondeur des marches : 31
- Usure des marches : modérée
- Espaces de repos entre les dénivellations oui ☒ non ☐
- Présence de mains courantes oui ☒ non ☐
 - Si oui, les mains courantes sont :
 - aux normes ☒
 - nombreuses ☒

remarques : présence des 2 côtés, double rampes à 56 cm et 90 cm

4. Plans inclinés

- Il existe des plans inclinés oui ☒ non ☐
 - si oui :
 - nombre : 1
 - amovible ☐ fixe ☒
 - pente < 5% oui ☐ non ☒
 - revêtement antidérapant oui ☐ non ☒

5. Sièges, bancs, points de repos

- Il existe des sièges de repos à l'extérieur du monument oui ☒ non ☐
 - si oui
 - nombre : 3
 - état (hauteur...) : 55 cm
 - localisation (ombragée, plein soleil, accessibilité...) : ombragée et de plein pied
- Il existe des sièges de repos à l'intérieur du monument oui ☒ non ☐
 - si oui
 - nombre : 21 pour le rez de chaussée et 5 dans la salle d'exposition temporaire
 - état (hauteur...) : 45 cm
 - localisation (ombragée, plein soleil, accessibilité...) : ombragée et de plein pied
- **remarques** : rangée de 5 chaises entre le rez-de-chaussée et les autres niveaux

6. Signalétique du cheminement

- bonne lisibilité de la signalétique générale du site (entrée, sortie de secours, panneaux d'interdiction, sens de la visite, informations générales, horaires des visites...)

oui ☒ non ☐

précisions : signalétique de la collection folklorique au rez-de-chaussée à ne pas prendre en compte

- la signalétique d'aide au cheminement est-elle adaptée aux besoins :

☒ des personnes sourdes

☒ des personnes mal-entendantes

☐ des personnes mal-voyantes

☐ des personnes aveugles

☐ des personnes ayant un handicap mental

☐ des personnes ayant un handicap moteur

- si oui,

- elle reprend les symboles internationaux d'accessibilité (pictogramme)

oui ☐ non ☒

- le corps de texte est suffisamment grand

oui ☐ non ☐

- hauteur du texte : 155 cm

- contraste

oui ☒ non ☐

ACCESSIBILITÉ DES SERVICES

1. Accueil/Guichet

- accessible

oui ☐ non ☒

- emplacement : à l'entrée du bâtiment

• Remarques : non-accessible pour le handicap moteur : 1 m (projet de mise en accessibilité pour 2020) ; présence d'une boucle magnétique et d'un amplificateur des sons pour le handicap auditif

2. Boutique/librairie

- accessible

oui ☐ non ☒

- emplacement : même emplacement que l'accueil

- remarques : non-accessible pour le handicap moteur : 80 cm (projet de mise en accessibilité pour 2020)

3. Sanitaires

- il existe des sanitaires sur le site : oui ☒ non ☐
- si oui,
 - nombre de sanitaires adaptés : 1
 - installés au même emplacement que les autres WC oui ☐ non ☒
 - correctement accessibles et normés oui ☒ non ☐
 - aménagés par sexe, dans le cas de WC séparés oui ☐ non ☒
 - signalés oui ☒ non ☐
 - descriptif (mesures et emplacements) : au même niveau que les autres toilettes, barre d'appui à gauche , transfert sur la droite

4. Salle audiovisuelle

- jauge des salles de l'établissement : 35
- salle accessible aux personnes en fauteuil roulant oui ☒ non ☐
- l'accès nécessite un transfert, une aide oui ☐ non ☒
- Salle équipée d'une boucle magnétique oui ☒ non ☐

- *Pour les autres situations de handicaps, les besoins spécifiques en aides techniques sont abordés dans la Partie 3 : Accessibilité à l'offre culturelle – Auditoriums, spectacle vivant, cinéma.*

5. Salle pédagogique / salle de spectacle

jauge des salles de l'établissement : de 60 à 80

- accessible aux personnes en fauteuil roulant oui ☒ non ☐

6. Exposition temporaire

Accessibilité par ascenseur au 1^{er} étage

INFORMATION/COMMUNICATION

- Communication de l'offre accessible dans les documents tous publics
- Communication sur l'offre non spécifique mais accessible
- Des démarches de communication sur ces actions ont-elles été entreprises auprès de ces publics :

☒ Oui

☐ Non

- si oui :

☒ par l'édition de la brochure Accueil pour tous dans les musées départementaux de Seine-et-Marne en 2013 et spécifique au musée en 2016

☒ auprès des institutions d'accueil

☒ autre : plaques Tourisme et Handicap moteur, auditif et mental apposées au niveau du portail du musée

- constitution de fichiers ?

☐ Oui

☒ Non

- Les principaux documents d'informations ont-ils été adaptés ?

☐ Oui

☒ Non

ACCESSIBILITÉ DE L'OFFRE CULTURELLE

1.. Accessibilité des œuvres, des objets et des bâtiments

1.1 Types d'œuvres et d'objets présentés

objets illustrant les modes de vie et les activités rurales du Nord de la Seine-et-Marne : outils, machines, photographies, maquettes, videos

1.2 Visibilité et présentation des œuvres et des objets

situation par rapport au sol

☒ <0,8m

☒ 0,8m<h<1,3m

☒ >1,3m

• autre procédé d'exposition des œuvres : en hauteur

• inclinaison des documents posés à plat

☐ importante

☐ légère

☒ nulle

• contrastes

☐ +importants

☒ légers

☐ faibles

Précisions : brun foncé sur brun clair

• éblouissements, reflets

☐ importants

☒ légers

☐ faibles

Précisions : ombres portées des objets sur le sol

• lisibilité des cartels

☐ très bonne

☒ moyenne

☐ mauvaise

• hauteur des cartels

☐ <0,8m

☐ 0,8m<h<1,3m

☐ >1,3m

• obscurité de la pièce

☐ importante

☒ légère

☐ nulle

5.3 Acoustique

• réverbération des locaux

☐ très bonne

☐ moyenne

☒ passable

• bruits de fond

☒ importants

☐ moyens

☐ faibles

• possibilité d'utiliser l'acoustique dans la présentation de l'offre culturelle :

oui ☒ non ☐

précisions : spectacles déambulatoires au rez-de-chaussée

1.3 Approche tactile

Possibilité de toucher :

- des éléments architecturaux du bâtiment, éléments sculptés... oui ☒ non ☐

- si oui,
 - sous quelles conditions ?

sur réservation en animation ou visite guidée, avec port de gants

- s'agit-il d'œuvres originales, de moulages, de copies... :
objets originaux, matériel pédagogique

- autres : espace sensoriel sur Pierre Mac Orlan au 1^{er} étage (buste tactile de l'écrivain, interprétation tactile et légendes en braille de dessins de Pierre Mac Orlan)

- L'administrateur, le conservateur, l'ABF... ont établi une liste des objets pouvant être touchés par les publics handicapés ou spécifiques oui ☒ non ☐

- Si oui, lesquels ? cheval, cloches, pierres meulières, bain de mer en osier, buffet briard, tarare

- Cette liste est portée à la connaissance de l'ensemble du personnel d'accueil et de visite ? oui ☒ non ☐

2. Accueil des publics spécifiques

- les agents d'accueil et de surveillance proposent des visites commentées
oui ☐ non ☒

- il existe un référent handicap pour l'établissement
oui ☒ non ☐

- il existe un service des publics
oui ☒ non ☐

- Le service des publics a développé et élaboré des services ou des activités prenant en compte des publics spécifiques

oui ☒ non ☐

- Des démarches de communication sur ces actions ont été entreprises auprès de ces publics :

oui ☒ non ☐

- si oui :

- sur le site (panneaux d'information, plaquettes,...) ☒
- auprès des institutions d'accueil ☒

- avec quel support de document ? : brochure Accueil pour tous dans les musées départementaux de Seine-et-Marne et spécifique au musée

3. Aides pour l'accès à l'offre culturelle

3.1 Documents spécifiques

- Il existe des documents (d'information, de visite, en consultation,...) adaptés pour les personnes handicapées :

oui ☒ non ☐

- Si oui, quels types de documents :

- des documents en gros caractères ☐
- des documents en braille ☒
- des livrets de visite en français (utiles pour les déficients auditifs) ☐
- un guide d'accessibilité du site pour les personnes à mobilité réduite
- des brochures présentant les dispositions particulières pour les personnes handicapées ☒

- Ces documents sont

- facilement disponibles ☒
- disponibles uniquement sur place et sur demande ☒
- traduits en langues étrangères

oui ☐ non ☒

3.2 Aides techniques

• **Pour les personnes déficientes visuelles :**

- machine à lire ☐
- agrandisseur/ loupe ☒
- audio-guidage avec casque et écouteurs ☐
- guidage au sous-sol et dans les escaliers ☒
- système audiovision ☐
- cartels en braille ☐
- plan en relief ☐
- audiodescription des dessins de Pierre Mac Orlan dans l'espace sensoriel ☒

• **Pour les personnes déficientes auditives :**

- alarme lumineuse ☐
- vidéos sous-titrées dans les expositions temporaires ☒
- sur-titrage ☐
- boucles magnétiques, liaisons IR ou à haute fréquence ☒
- vidéos sous-titrées en LSF dans l'espace sensoriel Pierre Mac Orlan ☒

• **Pour les personnes handicapées mentales :**

- signalétique adaptée ☐
- autres : ☐

• **Autres types de supports/moyens de substitution**

- bornes interactives ☐
- CD ROM ☐
- documents audios ☒
- documents vidéos ☒
- site internet adapté ☐
- autres : ☐

• Outils de visite sensoriels ou adaptés utilisés

- moulages d'œuvres originales ☐
- maquettes : ☐
 - tactile ☐ oui ☐ non ☐
 - mobile ☐
 - fixe ☐
 - démontable ☐ oui ☐ non ☐
 - en libre accès ☐ oui ☐ non ☐
- plans en relief ☐
- mallette pédagogique ☐
- livret de visite adapté ☐
- autres ☒

préciser : matériel pédagogique tactile, mobile et en libre-accès / supports sonores et video / dégustations / jeux et mimes

3.3 Visites adaptées

- la programmation existante est :
- adaptée..... oui ☒ non ☐
- adaptable oui ☒ non ☐

• Il existe des visites spécifiques pour les personnes handicapées :

oui ☒ non ☐

• Si oui, types de visite et origine des intervenants :

Intervenants extérieurs ☒ Personnel de l'établissement ☒

- Pour les personnes sourdes ☒ par intervenant extérieur conféréncier sourd

- en LSF (langue des signes française) ☒
- en LSI (langue des signes internationale) ☐
- en LPC

- Pour les personnes à mobilité réduite ☒
- le circuit de visite est-il le même que le circuit classique ?
oui ☒ non ☐

- Pour les personnes handicapées mentales par médiateur du musée ☒

- Pour les personnes déficientes visuelles : ☐

3.4 Ateliers du patrimoine adaptés

Il existe des ateliers spécifiques pour les personnes handicapées :

oui ☒ non ☐

- Si oui :
types d'ateliers et origine des animateurs : animations de découverte sensorielle et de fabrication de produits

Personnel de l'établissement ☒

- Pour les personnes à mobilité réduite ☒ ☐
- Pour les personnes handicapées mentales ☒ ☐

- Outils utilisés en ateliers

- moulages d'œuvres originales ☐
- maquettes tactiles ☐
- plans en relief ☐
- mallette pédagogique ☐
- mallette ☐
- autres ☐

préciser : : matériel pédagogique tactile, mobile et en libre-accès / supports sonores et video / dégustations / jeux et mimes

• Des fiches pratiques pour les agents officialisant le déroulement des ateliers ont été réalisées

oui ☐ non ☒

• Si non :

Certains ateliers sont-ils facilement adaptables ?

oui ☒ non ☐

INFORMATIONS ET FORMATIONS SPECIFIQUES POUR LE PERSONNEL DU SITE

• Certains membres du personnel ont déjà bénéficié d'une formation sur l'accueil des publics spécifiques et handicapés:

oui ☒ non ☐

Si oui :

- catégorie de personnel : agents d'accueil, médiateurs, conservateur
- types d'handicaps : handicap visuel, handicap auditif, handicap mental, moteur
- organismes formateurs : Culture accessible, Interface handicap, association AURA, CEMAFORRE , REMORA, PEP formation, ADIAM Val d'Oise, APF formation

• Le personnel a accès à des sources d'information concernant l'accueil des publics spécifiques et handicapés:

oui ☒ non ☐

PARTENARIATS POUR L'ACCUEIL DES PUBLICS A BESOINS SPECIFIQUES

⇒ Le site entretient des liens avec des institutions d'accueil (I.M.E., C.A.T., maison de retraite,...) :

oui ☒ non ☐

• si oui :

• nature du/des handicap(s) et nom de l'organisme :

handicap mental : EPSM de Fontenay Trésigny, Provins (enfants et adolescents) ; GEM de Coulommiers (adultes) . IME de Villiers-sur-Marne, Vert Saint Denis, Livry-Gargan, Dammarie les Lys (enfants), ETAP'H de Lagny-sur-Marne (adultes)

• nature des liens

• types d'activités proposées

rencontre ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/>	ateliers spécifiques	<input type="checkbox"/>
jumelage	<input type="checkbox"/>	visites adaptées	<input checked="" type="checkbox"/>
convention	<input type="checkbox"/>	animations	<input checked="" type="checkbox"/>
autres : plusieurs séances dans l'établissement médico-social <input checked="" type="checkbox"/>			

⇒ Le site entretient des liens avec des institutions scolaires :

oui ☒ non ☐

• nature du/des handicap(s) et nom de l'établissement :

Handicap cognitif : classe ULIS du collège Jacques Prévert de Rebais

• nature des liens

• types d'activités proposées

rencontre ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/>	ateliers spécifiques	<input type="checkbox"/>
jumelage	<input type="checkbox"/>	visites adaptées	<input checked="" type="checkbox"/>
convention	<input type="checkbox"/>	animations	<input checked="" type="checkbox"/>
autres (préciser).....	<input type="checkbox"/>	autres (préciser).....	<input type="checkbox"/>

Fiche d'identité de l'établissement

- Raison sociale :
Musée départemental de la Seine-et-Marne
- Conservatrice/ Cheffe d'établissement :
Madame Evelyne BARON
- Adresse : 17 avenue de la Ferté-sous-Jouarre
- Code postal : 77150
- Ville : Saint Cyr-sur-Morin
- Téléphone : 01 60 24 46 00
- Site web : <http://www.musee-seine-et-marne.fr/>
- Page Facebook : <https://www.facebook.com/MuseeDeLaSeineEtMarne/>
- Email : mdsm@departement77.fr



PREFET DE SEINE-ET-MARNE

COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE PROVINS POUR LA SECURITE

**CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Secrétariat de la commission d'arrondissement
SDIS de Seine & Marne
Groupement EST
Section Prévention
9 avenue André Malraux 77160 Provins
Tél : 01 60 52 88 03

Provins, le 19/10/2011

Affaire suivie par : Capitaine TONNEAU Daniel/cc

RAPPORT DE VISITE

SEANCE DU 19/10/2011

PROCES-VERBAL N° 2011.21

AFFAIRE N° 09

REFERENCES DE L'AFFAIRE

N° DOSSIER : E40500011-000- 4

OBJET : Visite de réception

ORIGINE DE LA SAISINE :

EN DATE DU : 19/09/2011

REF. DU RAPPORT : VR 2011.04028 étude n° 11430170

DATE DE LA VISITE : 04/10/2011

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

RAISON SOCIALE : MUSEE DEPARTEMENTAL DES PAYS DE SEINE-ET MARNE

RESPONSABLE DE L'ETABLISSEMENT : Madame BARON Evelyne

ADRESSE : 17, Rue de la Ferté sous Jouarre

COMMUNE : SAINT CYR SUR MORIN

CODE POSTAL : 77750

CLASSEMENT : TYPE (S) : Y, L

CATEGORIE (S) : 4ème

REFERENCES REGLEMENTAIRES

Code de la Construction et de l'Habitation

Décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

AVIS DE LA COMMISSION DE SECURITE

Entendu les membres de la commission de sécurité de l'arrondissement de Provins, celle-ci émet :

- Un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public du MUSEE DEPARTEMENTAL DES PAYS DE SEINE-ET sis 17, Rue de la Ferté sous Jouarre - SAINT CYR SUR MORIN (77750)

Après étude des documents, et visite des lieux, les prescriptions suivantes sont proposées à Monsieur le Maire :

1. Lever l'observation restante de la dernière visite périodique (articles R123.43 et 44 du code de la construction et de l'habitation :
 - *Rendre conforme la hauteur de la porte de l'issue de secours située au R+1 permettant l'évacuation par un escalier extérieur (article PE 11.2 du de l'arrêté du 22 juin 1990)*
2. Lever l'observation restante du RVRAT APAVE (articles R123.43 et 44 du code de la construction et de l'habitation)
 - *Identifier clairement et sans ambiguïté (par étiquette gravée par exemple) la protection alimentant la centrale SSI.*
3. Remédier aux défauts de pression et de débit du poteau d'incendie (circulaire du 10/12/1951)
4. Afficher l'avis relatif au contrôle de la sécurité à proximité de l'entrée principale après la délivrance de l'arrêté d'autorisation d'ouverture au public par M. le maire (article GE 5 de l'arrêté du 25 juin 1980)

« En application de l'article R 123-49 du code de la construction et de l'habitation, il est rappelé qu'il appartient au maire de notifier le résultat des visites et sa décision aux exploitants soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».

Pour le Sous-préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Francine ZIMMERLIN

Destinataires : membres de la commission d'arrondissement

« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement automatisé en application de l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des établissements recevant du public »

**Annexe 2 :
Projet stratégique de mise en accessibilité des ERP
du Conseil départemental de Seine-et-Marne**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20151218-lmc10000013054-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/2015

Réception Préfet : 21/12/2015

Publication RAAD : 21/12/2015

L'Agenda d'Accessibilité Programmée départemental (Ad'AP) unique qui comporte 160 Etablissements Recevant du Public (ERP) autres bâtiments départementaux répartis sur l'ensemble du département. Trois ans sont nécessaires pour mettre en conformité l'ensemble des sites.

Sur l'aspect organisationnel, la mise en accessibilité des établissements est suivie par la Direction de l'Architecture des Bâtiments et des Collèges (DABC). Un poste de chargé de missions a été créé et une ingénieure recrutée cette année pour renforcer la maîtrise d'ouvrage des opérations. Au regard du volume des travaux, la conduite des opérations pourra être en partie confiée à un opérateur privé si les moyens internes s'avèrent être incompatibles avec le rythme de programmation décrit dans l'Ad'AP.

Les études, hormis pour l'année 2016, sont, quant à elles, toutes réalisées par des maîtres d'œuvres privés ; la procédure d'appel d'offres est planifiée pour la fin de l'année 2015.

Deux principes majeurs régissent l'organisation du déploiement. Le premier est de réaliser les travaux les moins coûteux au cours des deux premières années qui suivent le dépôt de l'Ad'AP afin de toucher le plus grand nombre de bénéficiaires sur la première période. Le second est de programmer sur la dernière période les sites faisant l'objet de travaux trop complexes et ceux pour lesquels le maintien dans le giron départemental est incertain.

En outre, la stratégie envisagée pour les collèges se distingue de celle des autres bâtiments départementaux du fait de la diversité et de la sensibilité des populations accueillies dans les ERP du Conseil départemental.

Pour les collèges, un groupe de travail constitué de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, de l'Education Nationale et des services départementaux rattachés aux missions de l'enseignement a permis de retenir les critères de priorisation suivants :

- La proximité de centres de soins (IME, SESSAD,...)
- La présence d'Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire (ULIS)
- Les coûts de mise en accessibilité
- L'homogénéisation du déploiement par canton

L'objectif est de garantir un maillage territorial cohérent de collèges accessibles tout au long des 9 années de déploiement et d'offrir rapidement une capacité d'accueil homogène et équitable sur tout le territoire. A cet égard, un établissement par canton sera rendu accessible à la fin de l'année 2017, étant précisé que les premiers travaux ont d'ores et déjà démarré.

Pour les autres bâtiments, considérant l'ordonnance du 26 septembre 2014 qui permet à un exploitant de réaliser les travaux d'accessibilité, le Département a engagé, au préalable,

un examen juridique de l'ensemble de son patrimoine (notamment pour les ERP loués et les ERP exploités par un tiers) afin d'identifier les sites devant être mis aux normes sous maîtrise d'ouvrage départementale.

La diversité des missions (action sociale, route, économie...) dévolues au Département a conduit le groupe de travail à prioriser les sites selon le type d'activité exercée et la sensibilité des personnes accueillies. Les maisons départementales des solidarités relevant de la politique sociale du Département, sont parmi les premiers sites à être traités suivis des musées départementaux et des bâtiments de service.

Le démarrage des études est programmé en 2016 ; les premiers ERP livrés le seront en 2017. L'Hôtel du Département, bâtiment institutionnel et inscrit à l'inventaire des monuments historiques, est, quant à lui, renvoyé en début de seconde période de l'Ad'AP du fait de la complexité des études et travaux.

Le budget global du programme s'élève à 57 millions d'euros TTC dont 48 millions d'euros affectés aux collèges et 9 millions d'euros pour les autres bâtiments départementaux.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance du vendredi 18 décembre 2015

DÉLIBÉRATION N° CD-2015/12/18-2/05

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20151218-lmc100000013054-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/2015

Réception Préfet : 21/12/2015

Publication RAAD : 21/12/2015

Commission n° 2 - Administration Générale
Rapporteur : BEAULNES-SERENI Nathalie

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur : COZIC Bernard

Commission n° 5 - Éducation, Vie associative, Jeunesse et Sports
Rapporteur : COZIC Bernard

Commission n° 6 - Culture, Patrimoine et Tourisme
Rapporteur : COZIC Bernard

Commission n° 7 - Finances
Rapporteur : BISSONNIER Cathy

OBJET : Approbation du programme de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose aux établissements recevant du public (ERP) d'être accessibles avant le 1er janvier 2015.

Par ordonnance du 26 septembre 2014, tout propriétaire d'un établissement recevant du public qui ne répond pas au 31 décembre 2014 à cette exigence, doit déposer en Préfecture un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

Son dépôt est obligatoire et vaut engagement pour le Département de procéder aux travaux de mise en conformité dans le respect de la réglementation, suivant un délai limité et avec une programmation des travaux arrêtée.

L'Ad'Ap départemental comporte 160 établissements recevant du public dont 114 collèges et 46 autres bâtiments départementaux répartis sur l'ensemble du territoire de Seine-et-Marne. Trois périodes de trois ans sont nécessaires pour mettre en conformité l'ensemble des sites. Le budget global du programme s'élève à 57 millions d'euros TTC dont 48 millions d'euros affectés aux collèges et 9 millions d'euros pour les autres bâtiments départementaux.

En conséquence, une délibération de l'Assemblée départementale pour approuver l'Agenda d'Accessibilité Programmée, et autoriser le Président à déposer au Préfet la demande de validation de l'Ad'Ap s'avère indispensable.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

VU la loi n° 2005-102 en date du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU l'ordonnancement n° 2014-1090 en date du 26 septembre 2014 relatif à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

VU l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 juin 2015,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver l'Agenda d'Accessibilité Programmée, joint en annexe à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil départemental à présenter au Préfet la demande de validation de l'Ad'Ap et à la signer.

Article 3 : Les crédits nécessaires seront prélevés sur les opérations récurrentes « accessibilités aux personnes handicapées dans les bâtiments départementaux » et « accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite ».

Adopté à l'unanimité

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'B' followed by a horizontal line and a small flourish.

Jean-Jacques BARBAUX
Président du Conseil départemental

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance du vendredi 18 décembre 2015

Commission n° 2 - Administration Générale

Commission n° 4 - Solidarités

Commission n° 5 - Éducation, Vie associative, Jeunesse et Sports

Commission n° 6 - Culture, Patrimoine et Tourisme

Commission n° 7 - Finances

Direction Générale Adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du Territoire
Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° CD-2015/12/18-2/05

OBJET : Approbation du programme de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

CANTON(S) : TOUS CANTONS

RÉSUMÉ : La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose aux établissements recevant du public (ERP) d'être accessibles avant le 1er janvier 2015.

Par ordonnance du 26 septembre 2014, tout propriétaire d'un établissement recevant du public qui ne répond pas au 31 décembre 2014 à cette exigence, doit déposer en Préfecture un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

Son dépôt est obligatoire et vaut engagement pour le Département de procéder aux travaux de mise en conformité dans le respect de la réglementation, suivant un délai limité et avec une programmation des travaux arrêtée.

L'Ad'Ap départemental comporte 160 établissements recevant du public dont 114 collèges et 46 autres bâtiments départementaux répartis sur l'ensemble du territoire de Seine-et-Marne. Trois périodes de trois ans sont nécessaires pour mettre en conformité l'ensemble des sites. Le budget global du programme s'élève à 57 millions d'euros TTC dont 48 millions d'euros affectés aux collèges et 9 millions d'euros pour les autres bâtiments départementaux.

En conséquence, une délibération de l'Assemblée départementale pour approuver l'Agenda d'Accessibilité Programmée, et autoriser le Président à déposer au Préfet la demande de validation de l'Ad'Ap s'avère indispensable.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, avait fixé l'échéance du 1er janvier 2015 pour la mise en accessibilité de tous les établissements et installations recevant du public.

Face aux difficultés rencontrées par l'ensemble des gestionnaires d'établissements recevant du public pour respecter cette échéance, le législateur a mis en place un nouveau cadre réglementaire qui a été défini par l'ordonnance du 26 septembre 2014 et ses décrets et arrêtés d'application parus fin 2014 début 2015.

Ainsi, les gestionnaires d'établissements recevant du public qui ne sont pas accessibles au 1er janvier 2015 doivent s'engager en élaborant un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

L'Ad'Ap est un document qui vaut engagement pour tout propriétaire ou exploitant d'ERP de procéder aux travaux de mise en accessibilité dans le respect de la réglementation, dans un délai limité et avec une programmation des travaux arrêtée.

L'Ad'Ap départemental comporte 160 établissements recevant du public dont 114 collèges et 46 autres bâtiments départementaux répartis sur l'ensemble du Département. Au regard de la complexité de son patrimoine, trois périodes de trois ans sont nécessaires pour mettre en conformité l'ensemble des sites. Le budget global du programme s'élève à 57 millions d'euros TTC dont 48 millions d'euros affectés aux collèges et 9 millions d'euros pour les autres bâtiments départementaux.

Son dépôt est obligatoire et doit être adressé en Préfecture dans un délai de 12 mois à compter de la publication de l'ordonnance au Journal Officiel, soit le 27 septembre 2015 au plus tard.

Suite à la délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 26 juin 2015 portant sur une demande de prorogation des délais, le Président du Conseil départemental est autorisé, après arrêté préfectoral, à déposer l'Ad'Ap au 31 décembre 2015 au plus tard.

Le Département de Seine-et-Marne, disposera donc d'une durée de 9 ans pour rendre ses établissements recevant du public accessibles.

Préalablement à la réalisation des travaux, le Département devra, en fonction de leur nature, déposer pour chaque établissement un dossier d'aménagement ou un permis de construire qui intégrera les éventuelles dérogations nécessaires. Un maître d'œuvre assistera le Département.

La demande d'approbation de l'Ad'Ap se présente sous la forme d'un document « Cerfa » auquel des pièces doivent être jointes et notamment :

- un projet stratégique de mise en accessibilité des ERP
- le coût global de mise en accessibilité de l'ensemble du patrimoine concerné et la répartition de ce coût sur chaque période de l'agenda
- un calendrier prévisionnel des actions de mise en accessibilité

Dans ce contexte, je vous propose d'autoriser le Président à déposer la demande de validation de l'agenda auprès des services de la Préfecture.

Les crédits nécessaires seront prélevés sur les opérations récurrentes « accessibilités aux personnes handicapées dans les bâtiments départementaux » et « accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite ».

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

Jean-Jacques BARBAUX

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'J' and 'B' followed by a horizontal line and a small flourish.

Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Articles L. 111-7 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Cadres 1 et 2 informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation
Cadre 3 informations nécessaires à la vérification de la demande d'octroi de périodes
Cadres 4 et 5 informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation d'un Ag
Cadre 6 engagement du (des) demandeur(s)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20151218-lmc100000013054-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/2015

Réception Préfet : 21/12/2015

Publication RAAD : 21/12/2015

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

Vous souhaitez demander l'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité :

- d'un seul établissement recevant du public (ERP) sur plusieurs périodes,
- de plusieurs établissements recevant du public (patrimoine comprenant ou non des installations ouvertes au public) sur une ou plusieurs périodes,
- ou d'une (des) installation(s) ouverte(s) au public (IOP) sur une période.

Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires.

Dans le cas d'un Ad'ap pour un établissement recevant du public sur une, deux ou trois années, veuillez vous reporter au Cerfa 13824

Cadre réservé aux services préfectoraux

N° de l'Ad'ap : _____

Date de réception en préfecture : _____

1. Identité du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le chef de file du suivi du dossier dans le cas d'un co-financement

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs identités sur papier libre

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

Date de naissance

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et Dénomination Conseil Départemental de la Seine et Marne

N° SIRET 2 2 7 7 0 0 0 1 0 0 0 0 1 9

Représentant de la personne morale Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom M. Le Président du Conseil Départemental de Seine et Marne

Date de naissance à défaut de N° SIRET

2. Coordonnées du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre

Adresse

Numéro 45 Voie rue du Général de Gaulle

Lieu-dit Boîte postale

Code postal 77000 Localité Melun

Si le demandeur habite à l'étranger Pays France Division territoriale

Téléphone fixe 0 1 6 4 1 4 7 7 7 7 Portable

Indicatif si pays étranger

Adresse électronique benoit.alcain @ departement77.fr

Agenda d'accessibilité programmé du Musée de la Seine-et-Marne (AD'AP)

La préfecture de Seine-et-Marne a donné un avis favorable au dossier d'Agenda d'accessibilité programmé déposée par Le Conseil départemental de la Seine-et-Marne le 9 février 2016 selon les dispositions de l'article R-111-19-38 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il concerne le Musée de la Seine-et-Marne qui fait partie des 161 Etablissements Recevant du Public soumis à cette mise en accessibilité.

Les travaux devant commencés en 2015 ont été décalés à 2024 suite à l'évolution de la réglementation. Les études commenceront en 2021.

Par conséquent, aucune attestation d'accessibilité ni de calendrier de mise en accessibilité ne pourront être transmis avant ces dates.

Ci-après, l'arrêté préfectoral et l'extrait de procès-verbal de la demande.



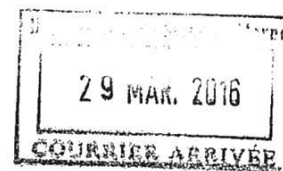
Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale des
territoires de Seine-et-Marne

Service de l'ingénierie durable, de la
construction et de l'énergie



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DES BATIMENTS ET DES COLLEGES

31 MAR. 2016

Service des bâtiments

Arrêté préfectoral n° 2016/DDT/SIDCE/49
approuvant un agenda d'accessibilité programmée selon les dispositions
des articles R111-19-38 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation

Le préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et L. 123-1 à L. 123-4 ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public ;

VU l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 1^{er} septembre 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 14 juin 2013 nommant Monsieur Yves SCHENFEIGEL, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015/008/DSCS/SIDPC du 10 février 2015 portant organisation de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n°15/PCAD/025 du 13 février 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Yves SCHENFEIGEL directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

Considérant le dossier d'agenda d'accessibilité programmée (ADAP Départemental) présenté par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-ET-MARNE situé 12 rue des Saints-Pères CS 50377 – Hôtel du département – 77010 MELUN CEDEX, représenté par son Président, pour la mise en accessibilité de 160 établissements départementaux recevant du public, répartis sur 91 communes, à savoir :

Établissement ou installation N°	Collège ou Bâtiment	Nom	Adresse	Ville	ERP CAT	ERP TYPE
N°51	Collège	Pierre Weczerka	25 rue Louis Éterlet	CHELLES	2 et 3	R,N,X,W
N°52	Collège	Mon Plaisir	6 route de la Chapelle	CRECY-LA-CHAPELLE	2	R,N
N°53	Collège	George Sand	80 avenue Henri Duflocq	CREGY-LES-MEAUX	2	R,N
N°54	Collège	Jean Campin	28 rue Maginot	LA-FERTE-GAUCHER	3	R,N,W
N°55	Collège	Le Segrais	Place Gaston Defferre	LOGNES	3	R,N
N°56	Collège	Le Luzard	2 cours des Roches	NOISIEL	2	R,N
N°57	Collège	Condorcet	3 rue des Tilleuls	PONTAULT-COMBAULT	2	R,N
N°58	Collège	Leonard de Vinci	Rue des Sablons	ST-THIBAUT-DES-VIGNES	3	R,N
N°59	Collège	Les blés D'or	10 chemin des Écoliers	BAILLY-ROMAINVILLIERS	3	R,N
N°60	Collège	Maria Callas	92 rue Charles Van de Wyngène	COUNTRY	3	R,N
N°61	Collège	Marcel Rivière	2 avenue Bonnet	LAGNY-SUR-MARNE	2	R,N
N°62	Collège	Elsa Triolet	145 avenue de Marché Marais	LE-MEE-SUR-SEINE	3	R,N
N°63	Collège	Camille St Saens	1 avenue du Général de Gaulle	LIZY-SUR-OURCQ	3	R,N
N°64	Collège	George Sand	Rue du Moulin	MOUROUX	3	R,N,X
N°65	Collège	Charles Peguy	5 rue Albert Hubschwerlin	VERNEUIL-L'ETANG	3	R,N
N°66	Collège	Le Grand Parc	13 avenue de la Zibeline	CESSON	3	R,N
N°67	Collège	Les Aulnes	6 avenue du Pakoïel	COMBS-LA-VILLE	2	R,N
N°68	Bâtiment	MDS TOURNAN	16 place Edmond Rothschild	TOURNAN	5	W, U
N°69	Bâtiment	MDS MITRY MORY Bâtiment A	1 avenue du Dauphiné	MITRY-MORY	5	W, U, L
N°70	Bâtiment	MDS FONTAINEBLEAU	33 route de la Bonne Dame	FONTAINEBLEAU	5	W, U, L
N°71	Bâtiment	MDS PROVINS	11 Route de Changis	PROVINS	5	W
N°72	Bâtiment	MDS MONTEREAU	1 rue André Thomas - Surville	MONTEREAU-FAULT-YONNE	5	W, U
N°73	Bâtiment	MDS NEMOURS	1 Rue Beauregard	NEMOURS	5	W
N°74	Bâtiment	MDS MELUN/VAL DE SEINE	750 Avenue Saint Just	VAUX-LE-PENIL	3	W, U, L
N°75	Bâtiment	MDS COULOMMIERS bâtiment A	26 et 28 rue du Palais de Justice - BP86	COULOMMIERS	5	W, U, L
N°76	Bâtiment	MDS NOISIEL	Grande Allée des Impressionnistes	NOISIEL	5	W, U, L
N°77	Bâtiment	MDS MEAUX	31 rue du Palais de Justice	MEAUX	5	W, U, L
N°78	Bâtiment	Annexe Brie Comte Robert (MDS Tournan)	17 rue du petit Beauverger	BRIE-COMTE-ROBERT	5	U au RdC, W au R+1
N°79	Bâtiment	Annexe Nangis (MDS Provins)	13 boulevard Voltaire	NANGIS	5	W, U, L
N°80	Bâtiment	Annexe COMBS LA VILLE (MDS Sénart)	7 rue Pablo Picasso	COMBS-LA-VILLE	5	W
N°81	Bâtiment	Atelier Théodore Rousseau	55 Grande Rue	BARBIZON	5	Y
N°82	Collège	Les Creusottes	14 chemin du Champ Charron	VILLENEUVE-SUR-BELLOT	3	R,N
N°83	Collège	Pierre de Montereau	20 rue Pierre de Montereau	MONTEREAU-FAULT-YONNE	3	R
N°84	Collège	Georges Brassens	1 chemin Saint-Christophe	BRIE-COMTE-ROBERT	3	R,N
N°85	Collège	Europe	Avenue de l'Europe	DAMMARTIN-EN-GOELE	3	R,N
N°86	Collège	Les Glacis	26 avenue de Rebais	LA-FERTE-SOUS-JOUARRE	3	R,N
N°87	Collège	Les Capucins	Route de Voisenon	MELUN	3	R,N
N°88	Collège	Les Maillettes	264 F rue des Maillettes	MOISSY-CRAMAYEL	3	R,N
N°89	Collège	Lelorgne de savigny	1 rue de Savigny	PROVINS	3	R
N°90	Collège	Les Remparts	7 boulevard Lafayette	ROZAY-EN-BRIE	2	R
N°91	Collège	La grange aux bois	2 avenue Victor Schoekher	SAVIGNY-LE-TEMPLE	3	R
N°92	Collège	Le Bois des Fenclume	Rue Hector Berlioz	TRILPORT	2	R,N
N°93	Collège	Elsa Triolet	2 rue Malik Oussekiné	VARENNES-SUR-SEINE	3	R,N
N°94	Collège	La Vallée	87 rue du Vieux Rû	AVON	2	R,N
N°95	Collège	Denecourt	670 allée de Barbeau	BOIS-LE-ROI	3	R
N°96	Collège	Lucien Cézard	7 rue Félix Herbet	FONTAINEBLEAU	3	R
N°97	Bâtiment	Musée de la Seine et Marne	17 avenue de la Ferté Sous Jouarre	ST-CYR-SUR-MORIN	4	Y, L
N°98	Bâtiment	Musée Départemental de la Préhistoire	48 Avenue Etienne DAILLY	NEMOURS	4	Y
N°99	Bâtiment	Musée Départemental S.Mallarmé	4 Quai Mallarmé	VULAINES-SUR-SEINE	5	Y
N°100	Bâtiment	Archives Départementales	248 Avenue Charles Prieur	DAMMARIE-LES-LYS	4	S L

Établissement ou installation N°	Collège ou Bâtiment	Nom	Adresse	Ville	ERP CAT	ERP TYPE
N°151	Bâtiment	Annexe LA FERTE (MDS Coulommiers)	43 rue de Chamigny	LA-FERTE-SOUS-JOUARE	5	W, U
N°152	Bâtiment	Annexe "Mont Thabor" (MDS MEAUX)	38 rue Aristide Briand Bat. Mont Thabor	MEAUX	5	W, PU, L
N°153	Bâtiment	Direction des Transports	3 rue Barthel	MELUN	5	W
N°154	Bâtiment	Centre Médico Psychologique du Centre Hospitalier de Lagny Marne la Vallée (bâtiment MDS CHELLES)	25 rue du Gendarme Castermant	CHELLES	5	W
N°155	Bâtiment	Commissariat Combs la Ville	rue Pablo Picasso	COMBS-LA-VILLE	5	W
N°156	Collège	International	48 rue Guérin	FONTAINEBLEAU	3	R, X
N°157	Collège	Alfred Sisley	Rue du Gymnase	ORVANNE	2 et 3	R, N
N°158	Collège	Gérard Philipe	7 allée de la Brèche aux Loups	OZOIR-LA-FERRIERE	3 et 4	R, N
N°159	Collège	Jean Moulin	6 rue Jean Moulin	PONTAULT-COMBAULT	2 et 3	R, N
N°160	Collège	Jean Jaurès	47 avenue Jean Jaurès	BROU-SUR-CHANTEREINE	3 et 4	R, N

Considérant que la demande d'agenda d'accessibilité programmée reçue le 28 décembre 2015, identifiée ADAP n°77.288.15.P0311 concerne la réalisation d'aménagements et d'actions de mise en accessibilité s'échelonnant sur 3 périodes de 3 ans, avec un engagement financier global de 57 147 000 euros, déclinés comme suit :

- actions de mise en accessibilité programmée pour l'année 1 pour un montant de 3 014 000 euros ;
- actions de mise en accessibilité programmée pour l'année 2 pour un montant de 3 515 000 euros ;
- actions de mise en accessibilité programmée pour l'année 3 pour un montant de 3 706 000 euros ;
- actions de mise en accessibilité programmée pour la période 2 pour un montant de 25 593 000 euros ;
- actions de mise en accessibilité programmée pour la période 3 pour un montant de 21 319 000 euros ;

Considérant l'avis favorable à la demande d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée émis par la sous-commission départementale d'accessibilité réunie le 09 février 2016, procès-verbal n° 24 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRETE :

Article 1 : La demande d'agenda d'accessibilité programmée telle que présentée par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-ET-MARNE situé 12 rue des Saints-Pères CS50377 – Hôtel du département – 77010 MELUN CEDEX, représenté par son Président, identifiée ADAP n°77.288.15.P0311 est approuvée.

Article 2 : La présente décision est notifiée à son bénéficiaire et sera enregistrée sur le document relatif aux agendas d'accessibilité programmée disponible sur le site internet de la préfecture prévu par l'article R.111-19-41.

Article 3 : L'état d'avancement des travaux et actions de mise en accessibilité prévues dans l'agenda d'accessibilité programmée approuvé doit être porté à la connaissance du préfet et de la commission communale ou intercommunale d'accessibilité.

Si l'agenda d'accessibilité programmée s'étendant sur plus d'une période de 3 ans, le bénéficiaire de l'ADAP adressera :

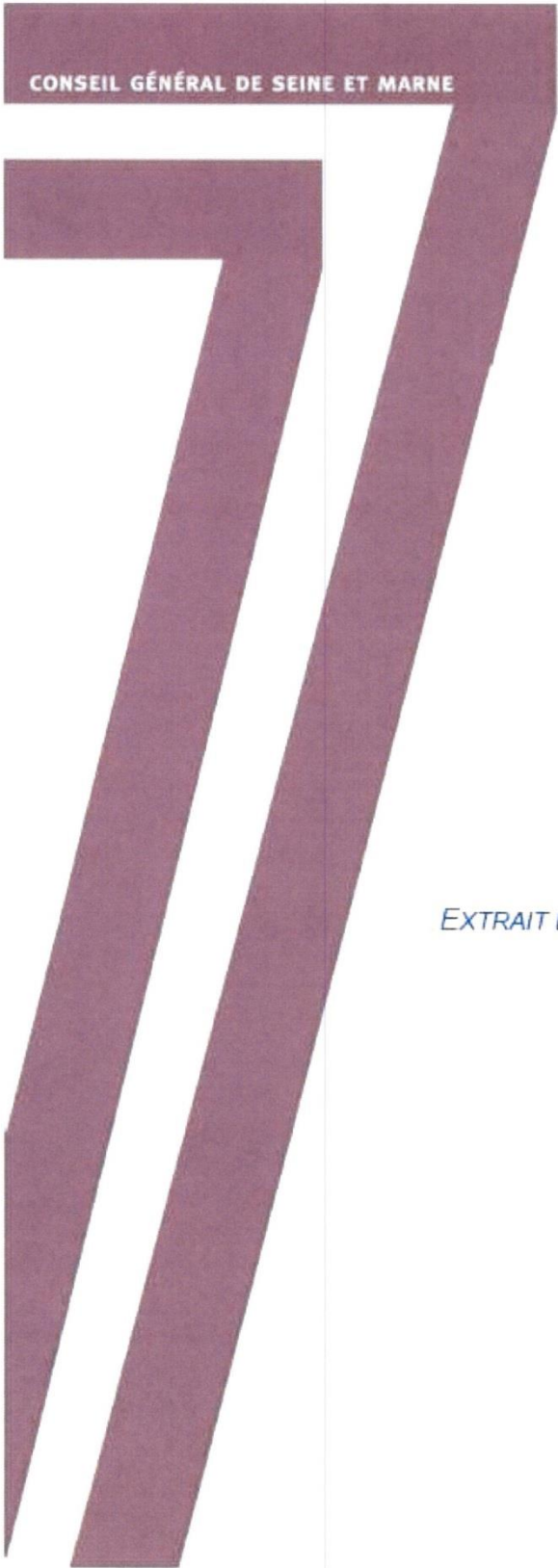
- un point de situation sur la mise en œuvre de l'ADAP à l'issue de la première année ;
- un bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'ADAP ;
- une attestation d'achèvement des travaux et autres actions de mise en accessibilité établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Melun, le 02 mars 2016
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
de Seine-et-Marne


Yves CHENFEIGEL



CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE ET MARNE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DES
BATIMENTS ET DES COLLEGES
45 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77000 MELUN CEDEX

MODALITES DE MAINTENANCE
DES ASCENSEURS, MONTE-CHARGES
ET APPAREILS ELEVATEURS
DE DIVERS SITES DEPARTEMENTAUX

EXTRAIT DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SEINE & MARNE 77
LE DÉPARTEMENT

SOMMAIRE

ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS	3
3-1 : MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE FORFAITAIRE	3
3-2 : MAINTENANCE CORRECTIVE SYSTEMATIQUE FORFAITAIRE	5
3-3 : INTERVENTIONS HORS MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE FORFAITAIRE	7
3-4 : CONTROLES PERIODIQUES DU BUREAU DE CONTROLE	7

ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS

3-1 : Maintenance préventive systématique forfaitaire

Sans préjudice des dispositions minimales d'entretien fixées par l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs, les opérations de maintenance préventive systématique forfaitaire se décomposent comme suit :

3-1-1 : Toutes les 6 semaines :

Visite en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires.

Vérifications des parties d'installations, fonctions, ou organes suivants :

- Antirebond et contacts (hors câbles)
- Amortisseurs
- Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur, ou pompe hydraulique
- Réducteur
- Frein machine : garnitures, points durs
- Armoire de commande
- Poulies de traction, déflexion, renvoi, mouflage
- Guides cabine et contrepoids/vérin
- Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin
- Câblage électrique
- Cabine
- Baies paliers :
 - . Vérification de l'efficacité des verrouillages et contacts de fermeture
 - . Vérification course, guidage et jeux
 - . Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification
 - . Vérification mécanismes de déverrouillage de secours
 - . Dispositif empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes paliers
- Paliers : vérification de la précision d'arrêt et de nivelage
- Limiteur de temps de fonctionnement du moteur
- Dispositifs électriques de sécurité :
 - . Vérification du fonctionnement
 - . Vérification de la chaîne de sécurité, boîte d'inspection, bouton d'arrêt cuvette
 - . Vérification des fusibles
- Essais du Dispositif de demande de secours : alarme, téléphone, télésurveillance
- Contrôle des commandes envois cabine, appels paliers et tous voyants lumineux et indicateurs aux paliers
- Éclairage de la gaine et de la machinerie (principal et secours)
- Cuve hydraulique (niveau/fuites)
- Vérin hydraulique
- Canalisations hydrauliques
- Bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Nettoyage des guides inférieur de portes de cabines et paliers
- Éclairage principal et éclairage de secours de la cabine

- Vérification du confort de déplacement de la cabine
- Contacts électriques de la porte de la cabine
- Contrôle du bon fonctionnement du dispositif de réouverture des portes
- Dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil (appareils électriques)
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe (appareils hydrauliques)
- Opérateurs de porte : courroies, patins

3-1-2 : Tous les 6 mois :

Vérifications des parties d'installations, fonctions, ou organes suivants :

- Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités
- Câbles de traction : adhérence, allongement, attaches cabine et contrepoids
- vérin, dispositif anti-dérive
- Nettoyage de la cuvette, du dessus de la cabine et de la machinerie
- Câbles ou chaînes de compensation
- Fixation de la tête de cabine
- Plots et charbons des contacteurs forces des armoires à relais
- Détecteur de patinage, relais de phase et thermique moteur
- Fins de course cabine haut et bas

3-1-3 : Tous les ans :

Vérifications des parties d'installations, fonctions, ou organes suivants :

- Vérification/essai de l'état de fonctionnement des parachutes et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques) avec établissement d'un procès-verbal d'essai.
- Vérification des limiteurs de vitesse (cabine et contrepoids) et poulie de tension (hors câble)
- Vérification dispositifs hors course de sécurité
- Pompe à main/soupape de descente à commande manuelle
- Vérification câbles antirebond et contact (hors câbles)
- Systèmes de suspension des portes palières et cabines (galets, contre-galets, câbles)
- Dispositif de surcharge
- Réducteur : jeu vis couronne, butée
- Vérification du serrage des bornes sur équipements armoire de manœuvre, tableau arrivée électrique, bornier moteur de traction compris examen du câblage
- Dispositif de contrôle de position cabine (marquage des câbles ou autre dispositif)
- Vérification, lubrification, graissage des guides cabine et contrepoids et fixation fils guide contrepoids
- Essais commande pompier

3-2 : Maintenance corrective systématique forfaitaire

La disponibilité des pièces citées ci-dessous est de 10 ans pour les composants électroniques et de 20 ans pour les composants électromécaniques et mécaniques à compter de la date d'installation de l'appareil ou de la date de modernisation du composant de l'appareil le cas échéant.

La durée de garantie des pièces précitées est de un an minimum.

Par dérogation au 10.1.4 du CCAG-FCS :

- Les prestations de maintenance corrective systématique forfaitaire comprennent la lubrification et le nettoyage des pièces ainsi que la fourniture des produits nécessaires.

Les prestations de maintenance corrective systématique forfaitaire incluses dans le présent contrat à la charge du titulaire sont les suivantes :

3-2-1- Prestations minimales

Elles concernent la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou présentant une usure excessive énumérées à l'Art. 8 de l'Arrêté du 18 novembre 2004 au titre d'un contrat « à clauses minimales », soient :

Cabine

- Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore
- Paumelles de porte
- Contacts de porte
- Ferme-porte automatique de porte battante
- Coulisseaux de cabine, y compris garnitures
- Galets de suspension et contact de porte
- Interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur).
- Dispositif mécanique de réouverture de porte
- Eclairage cabine (sources lumineuses)
- Eclairage de secours cabine (sources lumineuses, batteries, piles, accumulateurs)

Palier

- Ferme porte automatique de porte battante
- Serrures
- Contacts de porte
- Paumelles de porte
- Galets de suspension
- Patins de guidage des portes
- Boutons d'appel y compris voyants lumineux
- Contrepoids ou ressorts de fermeture des portes palières

Machinerie

- Balais et charbons du moteur
- Tous fusibles

Gaine

- Coulisseaux de contrepoids
- Eclairage de gaine (sources lumineuses,...)

Electrique (moteur + générateur)

- Roulements, paliers
- Bobinages, rotor et stator
- Sondes thermiques

Treuil

- Arbre à vis, engrenage
- Poulies
- Paliers, roulements et coussinets
- Sur le frein : mâchoires, bobines, garnitures
- Compléments d'huile du réducteur
- Etanchéité treuil

Téléalarme

- Intégralité du dispositif (hors lignes téléphoniques, PABX.....)

3-3 : Interventions hors maintenance préventive et corrective forfaitaire

Sont concernées :

- les interventions à réaliser à l'initiative du maître d'ouvrage telles que mises en conformité SAE, accessibilité handicapés, etc ... permanence ou autres.
- les interventions à réaliser sur propositions du titulaire en vue de l'amélioration des installations sous l'aspect de la sécurité, de la réglementation, la sécurité ou du fonctionnement de l'installation.
- la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou présentant une usure excessive non visées à l'article 3-2 - maintenance corrective systématique.
- les mesures spécifiques d'entretien destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôleur technique.

3-4 : Contrôles périodiques du bureau de contrôle

Le titulaire devra l'assistance au bureau de contrôle désigné et rémunéré par le Département de Seine-et-Marne dans le cadre de ses vérifications périodiques.

En cas d'anomalie de maintenance concernant un organe ou un des points à la charge du titulaire, celui-ci dispose de 60 jours ouvrables après prise de connaissance (soit au travers de la réception du rapport ou soit du fait de sa présence lors du contrôle) pour effectuer les travaux nécessaires et en informer par écrit, au travers d'une attestation de levée de réserve, la DABC.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur GUEVILLE Samuel**

affectation : **DGAE DIR POLITIQUE CULTURELLE
MUSEE 77 POL ACC ADM TECH**

a participé au stage : **Sensibilisation à l'accueil des personnes en situation de handicap**

animé par : **Caroline Jules - Culture accessible**

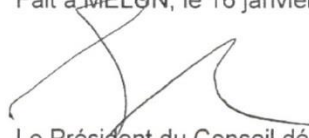
- Du 10/09/2015 au 11/09/2015 - De 09h00 à 17h00

Lieu de la formation : Musée – Château de Blandy Les Tours

Nombre d'heures effectuées : **14.0 sur 14.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à **MELUN**, le 16 janvier 2019



Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service de la Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur BOURDON Benoit**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Intervenir en danse auprès de personnes handicapées**

animé par : **Act'art77**

Dates : du 14/02 au 18/02/2011

Nombre d'heures effectuées : **35.0 sur 35.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Madame Françoise EBERT-MICHA**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Sensibilisation à la déficience auditive**

animé par : **REMORA**

Dates : les 10/06 et 11/06/2010

Nombre d'heures effectuées : **14.0** sur **14.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01 64 14 71 50
Télécopie DGAS : 01 64 14 61 43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur BOURDON Benoit**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Sensibilisation à l'autisme**

animé par : **Association Aura**

Date : le 9/12/2009

Nombre d'heures effectuées : **7.0** sur **7.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation**

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur BOURDON Benoit**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Comment adapter une offre pédagogique à un public handicapé mental
et comment accueillir ce public**

animé par : **PEP Formation**

Date : le 17/12/2008

Nombre d'heures effectuées : **7.0 sur 7.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : Monsieur BAGNOST Alain

affectation : DGAE/ DAC

a participé au stage : **Comment adapter une offre pédagogique à un public handicapé mental
et comment accueillir ce public**

animé par : PEP Formation

Date : le 17/12/2008

Nombre d'heures effectuées : 7.0 sur 7.0

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Madame BARON Evelyne**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Musique et surdité**


animé par : **ADIAM Val d'Oise**

Date : le 4/04/2008

Nombre d'heures effectuées : **7.0 sur 7.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur BARON Evelyne**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Accueil du public handicapé**

animé par : **CEMAFFORE**

Date : Du 28/09/2005 au 30/09/2005

Nombre d'heures effectuées : **21.0** sur **21.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur EBERT-MICHA** Françoise

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Accueil du public handicapé**


animé par : **CEMAFFORE**

Date : Du 28/09/2005 au 30/09/2005

Nombre d'heures effectuées : **21.0** sur **21.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01 64 14 71 50
Télécopie DGAS : 01 64 14 61 43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Monsieur BAGNOST Alain**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Accueil du public handicapé**

animé par : **CEMAFFORE**

Date : Du 28/09/2005 au 30/09/2005

Nombre d'heures effectuées : **21.0 sur 21.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019



Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01.64.14.71.50
Télécopie DGAS : 01.64.14.61.43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service de la Formation

Dossier suivi par Audrey SANTIAGO (01 64 14 70 14)

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ATTESTE

que : **Madame Françoise EBERT-MICHA**

affectation : **DGAE/ DAC**

a participé au stage : **Sensibilisation à la déficience visuelle**

animé par : **REMORA**

Dates : les 18/11 et 19/11/2010

Nombre d'heures effectuées : **14.0** sur **14.0**

Ce document est à conserver tout au long de la carrière.

Fait à MELUN, le 17 janvier 2019


Le Président du Conseil départemental
Par délégation
Le Chef du Service Formation
Sarah CUSSAC

Télécopie DRH/Service Formation : 01 64 14 51 38
Télécopie DPR : 01 64 14 71 50
Télécopie DGAS : 01 64 14 61 43

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

/ Hôtel du Département CS 50377 77010 Melun cedex 01 64 14 77 77 seine-et-marne.fr

Bien accueillir les personnes handicapées



Sommaire

I. Définition du handicap et prescription pour les ERP	2
1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?	2
2) Professionnels et usagers, tous concernés	2
3) Rappel des obligations	3
a) Pour les bâtiments neufs.....	3
b) Pour les bâtiments existants.....	4
II. Rendre accessibles ses prestations à tous les public	5
1) Attitudes et comportements généraux	5
2) Attitudes et comportement spécifiques.....	6
a) Personnes avec une déficience auditive.....	6
b) Personnes avec une déficience visuelle	7
c) Personnes avec une déficience motrice.....	10
d) Personnes avec une déficience mentale.....	11
e) Personnes avec une déficience psychique.....	13
III. Rendre accessibles son établissement	14
Documents de référence	16

I - Définition du handicap et prescriptions pour les ERP

1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?

Le handicap, longtemps réduit aux seules personnes en fauteuil, concerne une réalité bien plus large et bien plus complexe. La loi du 11 février 2005¹ a permis de poser une définition qui fait consensus en France, mais également au-delà de nos frontières puisqu'elle s'inscrit dans le droit international et notamment dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies adoptée le 13 décembre 2006. Cette Convention affirme et décrit les droits des personnes handicapées. Chaque pays ratifiant ce texte (ce qu'a fait la France en 2010) est tenu de respecter ces prescriptions.



« Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail² ».

La Convention des Nations Unies souligne la responsabilité de l'État et de la collectivité. Elle affirme l'égalité entre toutes les personnes, l'interdiction de toute forme de discrimination fondée sur le handicap et le principe d'accessibilité. La loi du 11 février 2005 définit précisément le handicap et inscrit dans le marbre l'obligation d'accessibilité universelle.



« Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne, en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »³

Cet extrait définit le handicap comme la rencontre de deux champs : celui de la déficience intrinsèque d'une personne et celui de l'inadaptation de l'environnement dans lequel cette personne évolue. En effet, l'environnement joue un rôle essentiel dans l'aggravation ou la réduction du handicap d'une personne. Un environnement qui n'est pas adapté, qui ne propose aucun équipement compensatoire, aucun personnel sensibilisé ou formé alourdit considérablement la déficience. En revanche, un environnement adapté, dans lequel existent des équipements compensatoires et dont le personnel est formé permet de réduire, voire de faire disparaître les effets liés au handicap. C'est ce qu'on appelle l'accessibilité.

2) Professionnels et usagers, tous concernés

C'est donc tout le monde qui a une responsabilité et un moyen d'améliorer le vivre ensemble. Travailler sur l'accessibilité de l'environnement consiste à l'adapter pour le rendre accessible à tous. Il s'agit de rendre accessible n'importe quel lieu, mais également n'importe quel bien, n'importe quel service ou prestation à n'importe qui. Ainsi, comme le handicap ne se limite pas aux personnes en fauteuil roulant, l'accessibilité ne se limite pas à l'installation de rampes.

¹ Loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

² Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies, article 9.

³ Extrait de la Loi du 11 février 2005.



La loi du 11 février 2005 réaffirme « le principe de l'accessibilité à tous pour tout » qui englobe donc :

- ✦ l'accès au bâtiment (entrée, circulation et utilisation des équipements) ;
- ✦ l'accès à l'information ;
- ✦ l'accès à la communication ;
- ✦ l'accès aux prestations.

L'accessibilité est une composante de la lutte contre la discrimination.



« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente⁴. »

De plus, au-delà de la lutte contre des discriminations, l'accessibilité peut être pensée plus largement et concerner tout le monde. En effet, la pratique montre que ce qui est un besoin pour certains, devient un confort pour les autres : tout le monde profite des portes plus larges et automatiques, d'une signalétique claire et bien visible, de la multiplication des canaux de communication pour faire passer des informations... Ainsi, les rampes, conçues pour les personnes en fauteuil roulant, sont empruntées par les personnes avec poussette ou chariot à roulettes, les personnes âgées, les blessés en béquilles ou, plus largement, par tous ceux qui préfèrent tout simplement une pente douce à une série de marches. L'accessibilité revêt une certaine universalité : c'est ce qu'on appelle la « conception universelle » ou encore le « design for all ». Par conséquent, se soucier de l'accessibilité de son établissement recevant du public (ERP) revient, non pas à s'intéresser à une éventuelle petite partie de ses clients, usagers ou patients, mais bien à investir pour une qualité d'accueil et de service pour toutes les personnes, qui entreront dans son établissement.

3) Rappel des obligations

Tous les ERP, depuis 2005, ont pour obligation de rendre leurs locaux et leurs services, accessibles.

a. Pour les bâtiments neufs

Quelle que soit sa catégorie, un ERP neuf doit rendre accessible chaque mètre carré et l'ensemble de ses prestations et services, sans aucune dérogation possible.



Pour connaître le détail des obligations légales, vous pouvez lire l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-11 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

⁴ Décret n°2006-555 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation, article R.111-19-2.



b. Pour les bâtiments existants

Pour les ERP de 5^e catégorie



« Avant le 1^{er} janvier 2015, une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, dans le respect des dispositions mentionnées au a du II, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu⁵. »

Les ERP de 5^e catégorie sont l'objet d'obligations spécifiques, plus souples que celles concernant les autres catégories d'ERP. En effet, avant le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP⁶, seule une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. Si l'ensemble du bâtiment est accessible, la situation est idéale, néanmoins, l'obligation légale ne porte que sur une partie. En revanche, cette zone, la plus proche possible de l'entrée principale et traversée par le cheminement habituel, doit proposer l'ensemble des prestations prévues dans l'établissement, afin de respecter le principe d'égalité.

Pour les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie



« Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant autres que ceux de cinquième catégorie doivent être rendus accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap⁷ », conformément aux points suivants : « Les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties. Les revêtements des sols et des parois ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs d'éclairage et d'information des usagers⁸. »

En d'autres termes, les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie sont tenus de rendre accessible l'intégralité de leur espace ouvert au public, ainsi que les abords de leur établissement (stationnement et cheminements extérieurs), depuis le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP.

⁵ Article R. 111-19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁶ Agenda d'Accessibilité Programmée. Protocole dans lequel tout gestionnaire ou propriétaire dont le ou les ERP ne sont pas accessibles au 31 décembre 2014 doivent entrer. L'Ad'AP doit être déposé avant le 27 septembre 2015.

⁷ Article R111.19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁸ Article R111.19-7 du Code de la construction et de l'habitation.



II - Rendre accessibles ses prestations à tous les publics

Au-delà du local en lui-même, l'accessibilité et la qualité de l'accueil de tous les publics passent par une attitude et un comportement adéquats des professionnels.

1) attitudes et comportements généraux

L'accessibilité démarre avec le bon sens et l'attention que l'on porte à autrui. En effet, pour de nombreux aspects, il suffit de se mettre, fut-ce un court instant, à la place de l'autre, d'adopter sa logique, son point de vue afin d'identifier les écueils usuels, inhérents et récurrents à sa condition, pour les dépasser.

Le gestionnaire de l'ERP est, par définition, au service du public, de son public. Son souci principal est donc la satisfaction des besoins ou des désirs de ses clients ou usagers, dans toute leur diversité. L'âge, le sexe, la situation familiale ou financière sont autant de paramètres qui démultiplient les profils des clients et usagers, et donc leurs attentes. Pour y répondre, les professionnels ont appris à connaître certains archétypes, à écouter les clients et usagers, à cibler leurs attentes et à œuvrer pour les satisfaire. Au final, quand on parle d'attitude et de comportement adéquats pour accueillir un public handicapé, c'est de cela qu'il s'agit.

Ainsi, le premier pas dans la mise en accessibilité de votre établissement et de vos prestations, la première main tendue vers votre interlocuteur réside dans votre volonté d'accueillir et satisfaire absolument tous ceux qui se présentent à vous. Ainsi, la politesse, la bienveillance, l'écoute, les attentions sont autant de facilitateurs pour rendre le quotidien des personnes handicapées plus confortable. Il s'agit-là de termes-clés de base pour tout vendeur ou commerçant ou interlocuteur en relation avec le public. Le savoir-être est aussi important que le savoir-faire. Adoptez donc la même attitude que pour n'importe quelle personne.

- Ne la dévisagez pas, soyez naturel, ne vous formalisez pas de certaines attitudes ou certains comportements qui peuvent paraître étranges.
- Faites attention à votre langage, n'employez pas de vocabulaire irrespectueux ou discriminant.
- Considérez la personne à besoins spécifiques comme un client ordinaire : adressez-vous à elle directement et non pas son accompagnateur, s'il y en a un, ne l'infantilisez pas et vouvoyez-la.
- Ne caressez pas le chien guide d'aveugle ou le chien d'assistance, il travaille.
- Portez une attention particulière à la qualité de la communication. Parlez bien en face de la personne, en adaptant votre attitude (vocabulaire, articulation, intonation, gestes...) à sa capacité de compréhension.
- Proposez, mais n'imposez jamais votre aide. Ne soyez pas surpris si la personne refuse : elle est à même de vous indiquer ce qu'elle attend de vous ou la manière de l'aider.
- Gardez le sourire et faites preuve de patience pour éviter de la mettre en difficulté : un accueil et un service adapté de qualité peut demander plus de temps.
- Ayez à disposition un moyen de communication écrite, par exemple, carnet, stylo, tablette tactile...
- Si des écrans télévisés sont présents dans votre établissement, veillez à activer le sous-titrage ainsi que l'audio-description.



2) Attitudes et comportement spécifiques

Accueillir le public, à besoins spécifiques ou non, est au cœur de votre métier. Faire preuve de politesse, de bienveillance, d'écoute, d'attentions pour satisfaire vos clients, usagers et patients va de soi pour vous. Il en va de même pour les personnes handicapées dont la qualité de vie dépend sensiblement de l'environnement et du comportement de la collectivité à leur égard. Ainsi, l'accueil d'une personne handicapée doit être aussi naturelle que celui d'une personne âgée, par exemple, laquelle peut déjà connaître certaines des difficultés rencontrées par les personnes handicapées (difficulté de repérage, de compréhension, problèmes de mobilité, de vue ou d'audition...). De plus, si ces adaptations sont nécessaires pour les personnes âgées ou handicapées, c'est une qualité de service qui est profitable à tous. En effet, au-delà du handicap, une poussette, des sacs de course, une entorse de la cheville, un sac de voyage sont autant d'entraves à une circulation aisée dans la Cité, et sont autant de situations auxquelles profite un environnement pensé pour tous.

a . Personnes avec une déficience auditive



La déficience auditive concerne environ 9,2 % de la population française, soit une part non négligeable de la population totale. En 2012⁹, 5,4 millions de personnes souffrent de limitations fonctionnelles auditives moyennes à totales. La surdité peut être de naissance ou accidentelle et entrave sensiblement la communication orale et l'accès à l'information sonore. A cela s'ajoute le manque d'information écrite dans les lieux publics. Le handicap auditif est un des handicaps les moins visibles, pourtant il est un des plus pénalisants puisque les difficultés, voire l'impossibilité de communication avec la majorité de la population est un puissant vecteur d'isolement et de mise à l'écart de la société.

La Langue des Signes Française (LSF) est un moyen efficace pour échanger avec une personne sourde signante (qui utilise la LSF). Néanmoins, il existe d'autres solutions, plus simples, pour permettre la communication avec un client sourd ou malentendant. Ces solutions sont multiples et varieront selon votre interlocuteur. En effet, certains sourds signent, d'autres s'expriment à l'oral, d'autres encore utilisent le Langage Parlé Complété (LPC, code qui associe la parole à des gestes-soutiens de la main au niveau de la bouche), beaucoup s'appuient sur la lecture labiale (lecture sur les lèvres), mais celle-ci n'est qu'une aide partielle, qu'un complément aux informations auditives. Les jeunes générations maîtrisent la lecture et l'écriture, contrairement aux plus anciens qui ont, pour la majorité, plus de difficultés. Au professionnel et au client de s'entendre sur le moyen de communication le plus confortable pour ce dernier. Néanmoins, voici un certain nombre d'exemples de facilitateurs :

- Soyez attentif au fait que l'interlocuteur tendre l'oreille ou qu'il pointe celle-ci du doigt et qu'il secoue la tête, pour repérer une personne atteinte d'un handicap auditif.
- Assurez-vous que la personne vous regarde avant de commencer à lui parler.
- Gardez la bouche dégagée (ne mettez pas votre main devant votre bouche) et bien éclairée, en évitant les contre-jours.
- Parlez face à la personne, distinctement, en adoptant un débit normal, sans exagérer l'articulation et sans crier.
- Privilégiez des phrases courtes et un vocabulaire simple.
- Utilisez le langage corporel pour accompagner votre discours : pointer du doigt, expressions du visage, etc...
- Proposez de quoi écrire, en mimant l'écrit ou en montrant un calepin, par exemple, si la personne sait lire et écrire (majoritairement les jeunes générations).

⁹Source : Enquête ESPS, 2012, IRDES



- Vérifiez que la personne a bien compris le message en l'invitant à reformuler ou en reformulant vous-même.
- Veillez à afficher de manière visible, lisible et bien contrastée, les prestations proposées et leurs prix.
- Assurez-vous que chacun puisse voir tout le monde, par exemple grâce à une table ronde.
- Pour orienter une personne avec un handicap auditif, placez-vous à côté d'elle et indiquez par des gestes clairs le chemin à suivre ou le lieu à atteindre.
- Pour les personnes appareillées, on peut installer une boucle à induction magnétique à signaler par le pictogramme adéquat, en s'assurant régulièrement qu'elle fonctionne.



De nombreuses formations de LSF existent et permettent d'intégrer les bases de cette langue à part entière. Connaître quelques mots rudimentaires de LSF (Bonjour, merci, au-revoir) est souvent apprécié. Quelques dictionnaires sont disponibles sur internet :

- 🔗 <http://bordeaux.cci.fr/Votre-CCI/Suivre-nos-actions/Publications/Guides/Commerçants-et-artisans-parlez-en-langue-des-signes>
- 🔗 <http://www.lsf dico-injsmetz.fr/recherche-par-mot.php>
- 🔗 <http://www.pisourd.ch/index.php?theme=dicocomplet>

b. Personnes avec une déficience visuelle

Le handicap visuel s'échelonne depuis le trouble visuel jusqu'à la cécité complète. On estime, en France, qu'il y a 70 000 personnes aveugles et 1 700 000 personnes malvoyantes¹⁰. Ainsi, contrairement à une personne aveugle, une personne malvoyante ne se reconnaît pas automatiquement au premier abord, d'autant que le handicap peut être visible mais bien compensé par la personne, ou invisible mais bien réel et trompeur. Il existe, schématiquement, trois types de difficultés visuelles :

● Tout percevoir mais de façon très floue



- ➔ Tout est « aperçu », rien n'est vraiment « distingué » car les contrastes et les couleurs sont atténués.
- ➔ Impossible de se déplacer en sécurité, d'apprécier le relief, la distance d'un obstacle, ou de lire.

● N'avoir qu'une perception centrale ou tubulaire



- ➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.
- ➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

¹⁰Enquête HID de 2005



- N'avoir qu'une perception périphérique ou atteinte de la vision centrale



- ➡ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.
- ➡ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

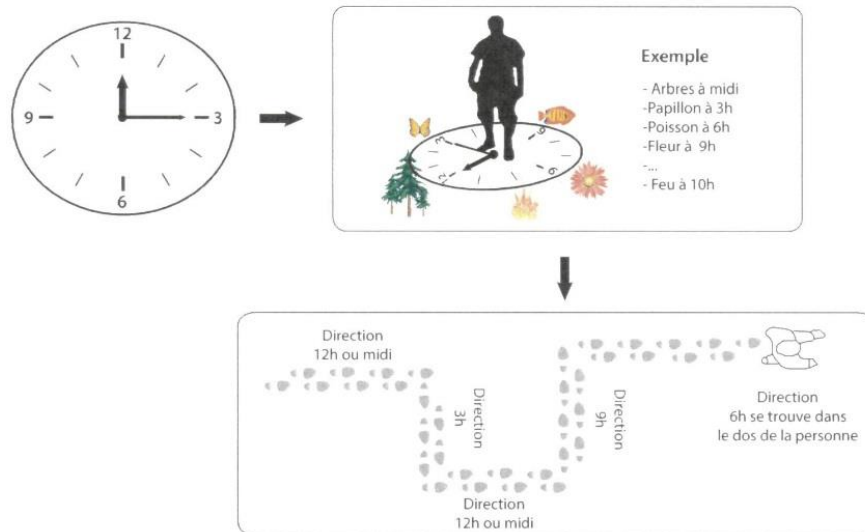
L'usage de la lecture et de l'écriture, le repérage des lieux et des entrées, l'orientation, les déplacements, et l'identification des obstacles et des personnes sont les principales difficultés qu'elles rencontrent.

Les personnes aveugles ou malvoyantes compensent leur déficience, notamment par l'audition et le toucher, il est donc inutile de parler plus fort. Cependant, il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux connaissent, en plus, une perte d'audition qui peut être liée à l'âge ou à des maladies invalidantes. La personne handicapée visuelle est également la plus à même de vous indiquer quelle aide lui apporter. Il faut donc, en tout premier lieu, être ouvert aux demandes et aux besoins de la personne, sans chercher à s'imposer à elle. D'une manière plus générale, il ne faut pas hésiter à combler l'absence de vision par la parole et apporter un maximum d'informations à travers votre discours.

- Présentez-vous oralement en donnant la fonction que vous occupez. Si l'environnement est bruyant, parlez bien en face de la personne.
- Adressez-vous à la personne handicapée et non à son accompagnateur, s'il y en a un. Si la personne est accompagnée de son chien guide, ce dernier travaille, ne le caressez pas.
- Informez la personne des actions que vous réalisez pour la servir. Précisez oralement si vous vous éloignez et si vous revenez (« je pars », « je suis revenu »).
- S'il faut se déplacer, ne prenez pas le bras de la personne. Proposez le vôtre et marchez un peu devant pour guider, en adaptant votre rythme. Si la personne a un chien guide d'aveugle ou une canne, placez-vous de l'autre côté. Annoncez précisément et clairement les changements de direction et les obstacles.
- Acceptez les chiens guides d'aveugles dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.
- Ne dérangez pas le chien guide d'aveugle, en l'appelant, le caressant, le distrayant, en saisissant son harnais : il travaille.
- Certaines personnes peuvent signer des documents. Dans ce cas, il suffit de placer la pointe à l'endroit où elles vont apposer leur signature.
- Informer la personne déficiente visuelle sur l'environnement en décrivant précisément et méthodiquement l'organisation spatiale du lieu, ou encore de la table, d'une assiette... (utilisez la technique du cadran d'horloge par exemple : les portes-manteaux se trouvent à midi et la caisse à 3h). Évitez les termes purement visuels comme « par ici », « par là-bas »... N'hésitez pas à employer le vocabulaire habituel comme par exemple « voir ».



Ci-dessous, un schéma explicatif de la technique du cadran d'horloge :



- Prévenez de tout changement dans l'environnement.
- Si la personne est amenée à s'asseoir, guidez sa main sur le dossier et laissez-la s'asseoir elle-même.
- Si de la documentation est remise (menu, catalogue...), proposez d'en faire la lecture ou le résumé.
- Présenter et décrire les prestations proposées si cela s'avère utile pour le repérage de la personne.
- Concevoir une documentation adaptée en gros caractères (lettres bâton et police de caractère 16, minimum 4.5 mm) ou imagée, et bien contrastée.
- N'hésitez pas à proposer de l'aide si une personne semble perdue, en vous approchant pour qu'elle comprenne que vous vous adressez à elle.

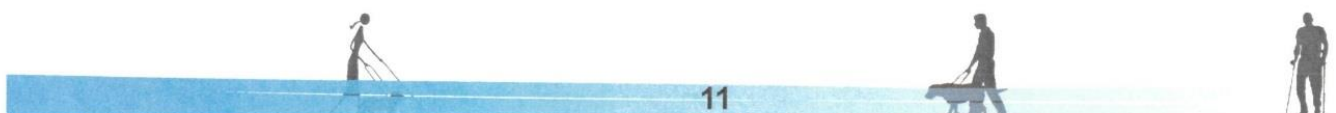


Il existe des tablettes numériques qui ouvrent de nombreuses possibilités que ce soit pour la transmission d'informations que pour les modes de lecture que l'on peut individualiser et moduler selon le profil du client, du patient ou de l'utilisateur : choix de la langue, choix du texte ou de l'image, choix du niveau de contraste et de l'agrandissement de caractères... Cet éventail d'adaptations présente un intérêt indéniable pour l'accessibilité qui vient s'ajouter à l'attractivité des nouvelles technologies.

Les chiens guides d'aveugles

Le chien guide d'aveugle aide son maître dans les déplacements, en les rendant plus fluides et plus sécurisés. Il a appris à éviter les obstacles au sol, le cheminement sur les trottoirs, les passages piétons et l'utilisation des transports en commun, des ascenseurs et toilettes.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Le chien guide d'aveugle se reconnaît à son harnais spécifique.



Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹¹ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹². »

C. Personnes avec une déficience motrice



Le handicap moteur revêt plusieurs formes, il peut toucher une partie comme l'ensemble du corps. Les personnes dites à mobilité réduite peuvent se déplacer debout, à l'aide d'une ou deux cannes, de béquilles, d'un déambulateur ou encore en fauteuil. C'est pourquoi l'on distingue les Usagers en Fauteuil Roulant (UFR) et les Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Les déficiences motrices entravent les déplacements, mais également la préhension d'objets et parfois la parole. Les UFR rencontrent donc généralement des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances ; la présence de marches, ou de dénivelés trop importants, des largeurs de passages insuffisantes, la hauteur des équipements ou objets sont autant de points bloquants. Les PMR affrontent, quant à elles, des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances, et d'autant plus si le parcours est semé d'obstacles comme des marches ou des pentes. La station debout et les attentes prolongées peuvent s'avérer particulièrement pénibles.

L'aide apportée se traduira le plus souvent par la facilitation et la sécurisation des déplacements.

- Assurez-vous que les espaces de circulation sont suffisamment larges, dégagés et libres de tout obstacle.
- Mettez, si possible, à disposition des bancs et des sièges de repos.
- Dans une file d'attente, indiquez à la personne la file prioritaire si elle ne l'a pas vue.
- Proposez l'aide sans l'imposer. Informez la personne du niveau d'accessibilité de l'environnement pour qu'elle puisse juger si elle a besoin d'aide ou pas.
- En cas de guidage d'un fauteuil, évitez les mouvements brusques et annoncez les manœuvres.
- Ne vous appuyez pas sur un fauteuil roulant : vous risquez non seulement de déséquilibrer la personne, mais aussi de la mettre mal à l'aise.
- Pour accompagner une personne qui se déplace debout, veillez à ne pas la déstabiliser et à marcher à ses côtés en respectant son rythme.
- Pour échanger avec une personne en fauteuil, il est préférable de vous placer à sa hauteur.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Si la personne a des difficultés d'élocution, soyez patient et laissez-lui le temps de s'exprimer et de finir ses phrases. N'hésitez pas à faire répéter plutôt que de faire croire que vous avez compris.
- Acceptez les chiens d'assistance dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.



Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné aux PMR et UFR. Il leur apporte une aide technique et répond à de nombreuses commandes : ramasser un objet, ouvrir portes et placards, allumer la lumière... Il porte également des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹³. »



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peu prétendre¹⁴. »

D. Personnes avec une déficience mentale

Déficience intellectuelle et déficience cognitive

On distingue la déficience intellectuelle, comme la trisomie 21, qui ne peut être soignée, mais compensée par un environnement et un accompagnement adapté, et la déficience cognitive qui correspond à une déficience des capacités fonctionnelles (mémoire, fonctions exécutives, langage...) ou une déficience du traitement de l'information. On parle ainsi de troubles du développement pour les dyslexies¹⁵, dysorthographies¹⁶, dyscalculies¹⁷,... ou des troubles acquis comme les séquelles d'un traumatisme crânien ou d'un accident vasculaire-cérébral¹⁸.

Les handicaps cognitifs et intellectuels peuvent entraîner des problèmes de concentration et d'attention. Le déchiffrement et la mémorisation des informations et de la signalétique (pictogrammes) peuvent être plus ou moins difficiles selon les individus et selon le type d'informations et de signalétique (plus ou moins longues, plus ou moins abstraites, plus ou moins complexes). Il en va de même pour le repérage dans le temps et l'espace, ainsi que l'utilisation des appareils et des automates.

L'aide sera donc principalement humaine, dans l'attitude et l'accompagnement.

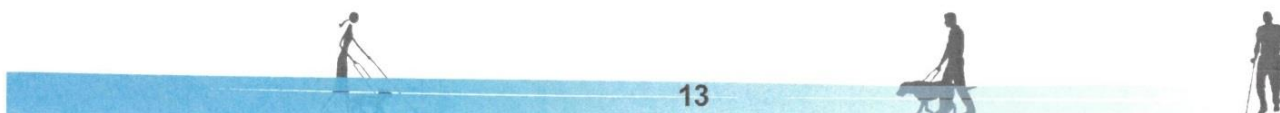
- Faites preuve de patience, d'écoute et de disponibilité, montrez-vous rassurant, tout en gardant une attitude naturelle. Sourire peut aider à mettre en confiance.
- Ne vous formalisez pas de certaines attitudes, ne faites pas de gestes de crainte ou de mépris.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Parlez normalement avec des phrases simples, sans négation, en utilisant des mots faciles à comprendre.

¹⁵ Trouble de l'apprentissage de la lecture

¹⁶ Trouble de l'apprentissage de l'écriture

¹⁷ Trouble des apprentissages numériques (compter, maîtriser les opérations basiques)

¹⁸ Accident mettant en danger le fonctionnement d'une ou plusieurs zones du cerveau.



- Évitez les longs raisonnements.
- N'infantilisez pas et vouvoyez la personne.
- Faites appel à l'image, à la reformulation, à la gestuelle en cas d'incompréhension, en utilisant un catalogue, un plan, un dessin par exemple.
- Proposez votre aide, ne faites pas à la place de la personne.
- Laissez la personne réaliser seule certaines tâches, même si cela prend du temps.
- N'abandonnez pas la personne handicapée, sans relais.
- Utilisez une signalétique adaptée et des écrits en « facile à lire et à comprendre ».
- Aidez la personne pour le règlement, notamment dans le comptage de l'argent.
- Refusez les conversations intimes, réorientez la conversation fermement et clairement.
- Acceptez le chien d'assistance dans votre établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.

Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné également aux personnes atteintes d'un handicap mental. Il leur apporte une aide technique et peut porter des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas. Mais, au-delà de cette aide, le chien est un compagnon au quotidien, un soutien moral, affectif, et constitue un formidable lien avec l'environnement. Il favorise ainsi l'insertion sociale des personnes handicapées.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.



« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹⁹ ».

« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peu prétendre²⁰. »



Pour aller plus loin sur la déficience mentale :

Guide du facile à lire et à comprendre (Unapei) :

 http://www.unapei.org/IMG/pdf/Guide_ReglesFacileAlire.pdf

Guide de l'accessibilité des personnes handicapées mentales (Unapei) :

 http://www.unapei.org/IMG/pdf/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

Guide pratique de la signalétique et des pictogrammes (Unapei) :

 http://www.adapei66.org/UserFiles_adapei66/liles/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

¹⁹Article R241-22, Code de l'action sociale et des familles

²⁰Article 54, Loi n°2005-102 du 11 février 2005



E. Personnes avec des troubles psychiques

La déficience psychique n'affecte pas directement les capacités intellectuelles (c'est en cela qu'on la distingue du handicap mental) et les troubles sont plus ou moins importants. On peut citer notamment les troubles dépressifs graves, les troubles anxieux, les troubles de la personnalité (bipolarité et schizophrénie), les Troubles Obsessionnels Compulsifs (TOC)... En 2014²¹, on estime que 3,3 millions de personnes ont connu une situation de handicap psychique au cours des douze derniers mois. Ce handicap impacte surtout le comportement, la communication et la relation avec autrui. En effet, les personnes atteintes de troubles psychiques rencontrent souvent des problèmes de concentration ainsi qu'une sensibilité au stress supérieure à la moyenne. Ils éprouvent des difficultés à maîtriser leurs émotions et leur comportement. Entrer en communication avec quelqu'un d'inconnu peut être une véritable épreuve. Les événements imprévus génèrent du stress et, potentiellement, des comportements étranges. Comme pour la déficience mentale, c'est l'aide humaine et une attitude adaptée de la part du professionnel qui permettra une qualité d'accueil satisfaisante pour la personne et les autres clients ou usagers. Les personnes atteintes de troubles psychiques ont ainsi principalement besoin d'être rassurées, entendues, prises en charge et de ne pas être bousculées, ni stressées.

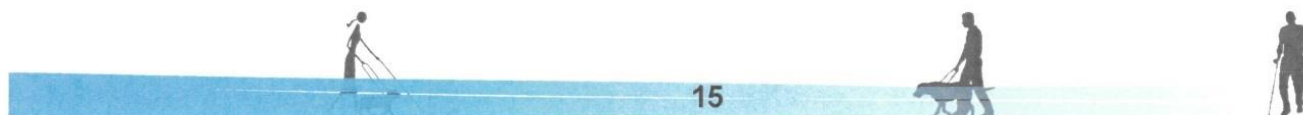
a) Quelle attitude adopter ?

- Montrez-vous disponible, à l'écoute et patient, tout en adoptant une attitude rassurante (sans marque de stress, d'agacement ou d'énervement).
- L'interlocuteur peut être stressé sans forcément s'en rendre compte. Dialoguez dans le calme, sans le fixer.
- Ne le contredisez pas, ne faites pas de reproches et rassurez le en cas de problème.
- Soyez précis dans ses propos, au besoin, répétez calmement.
- Laissez la personne s'exprimer jusqu'au bout et laissez-lui le temps de réaction et d'expression.
- Évitez de répéter plusieurs fois la même question.

b) Que faire en cas de crise ?

- Restez calme et posé même si l'agitation de la personne est grande, et montrez-vous rassurant.
- Formulez des phrases courtes avec des mots simples.
- Tentez de focaliser son attention sur un élément environnemental (une image, un objet, un animal...) ou qui lui est familier (son entourage, son domicile...).
- Avec l'accord de la personne, mettez un tiers dans la relation ou la communication, afin de faire tomber la tension.
- Laissez toujours à la personne la possibilité de partir et de revenir.

²¹Chiffres tirés du Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°11 - 15 avril 2014



III. Rendre accessible son établissement

Vous disposez au travers la réglementation de tout un arsenal de prescriptions pour rendre votre établissement accessible aux personnes handicapées notamment en ce qui concerne les revêtements des sols et murs, les cheminements verticaux et horizontaux, leur largeur, l'éclairage, l'information, etc. Toutefois, ces prescriptions laissent une large place à la créativité des aménageurs, pour garantir la plus grande diversité possible d'aménagements.

Pour concilier prescriptions et créativité, et apporter une aide, des informations et supports sont, entre autres, disponibles en téléchargement sur le site du ministère ou sur le site de l'AFNOR pour les documents de normalisation :

✦ outil d'autodiagnostic :

🔗 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Outil-d-autodiagnostic-du-niveau-d.html>

✦ produits répondant aux besoins des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

🔗 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pratic-ERP-base-de-donnees-des.html>

✦ panorama des dispositifs locaux d'aide à la mise en accessibilité des commerces :

🔗 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Panorama-des-dispositifs-locaux-d.html>

✦ locaux des professionnels de santé : réussir l'accessibilité :

🔗 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-locaux-des-professionnels-de.html>

✦ cafés, hôtels, restaurants et discothèques : réussir l'accessibilité :

🔗 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cafes-hotels-restaurants-et.html>

✦ BP X35-075 Accessibilité des établissements recevant du public - Franchissement du dénivelé constitué par une marche d'entrée :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-x35-075/accessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-franchissement-du-deniveler-constitue-par-une-marche-d-entree/article/785069/la142546>

✦ NF X50-783 Organismes Handi-Accueillants :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-x50-783/accessibilite-et-inclusion-des-personnes-handicapees-organismes-handi-accueillants-exigences-et-recommandations-pour-l-inclu/article/821134/la059321>

✦ NF P98-351 Éveil de vigilance - Caractéristiques, essais et règles d'implantation des dispositifs podo-tactiles au sol d'éveil de vigilance à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-351/cheminements-insertion-des-handicapes-veil-de-vigilance-caracteristiques-essais-et-regles-d-implantation-des-dispositifs/article/775517/la140125>

✦ NF P98-352 Bandes de guidage tactiles au sol à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes ou des personnes ayant des difficultés d'orientation :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-352/cheminements-bandes-de-guidage-tactile-au-sol-a-l-usage-des-personnes-aveugles-et-malvoyantes-ou-des-personnes-ayant-des-diff/article/818613/la183172>

✦ BP P96-101 Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-101/accessibilite-aux-personnes-handicapees-referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-evaluation-des-personnes-en-situation-de-handica/article/822591/la059511>



✦ BP P96-102 Accessibilité aux personnes handicapées - guide de bonnes pratiques sur la gouvernance de la chaîne de l'accessibilité d'un bâtiment et de ses abords :

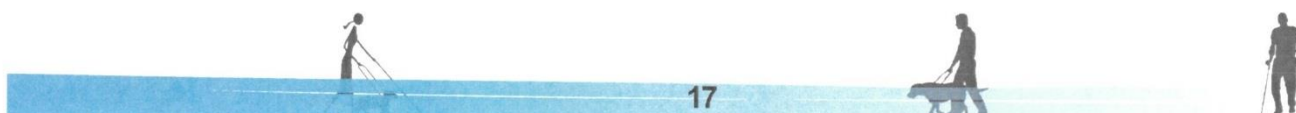
 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-102/accessibilite-aux-personnes-handicapees-guide-de-bonnes-pratiques-sur-la-gouvernance-de-la-chaîne-de-l-accessibilite-d-un-bati/article/724149/la169024>

✦ BP P96-103 Recueil de bonnes pratiques sur l'accessibilité des équipements dans le cadre bâti :

 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-103/referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-accessibilite-des-equipements-dans-le-cadre-bati/article/813573/la169022>

✦ BP P96-104 Accessibilité aux personnes handicapées - Signalétique de repérage et d'orientation dans les établissements recevant du public :

 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-104/accessibilite-aux-personnes-handicapees-signalétique-de-reperage-et-d-orientation-dans-les-etablissements-recevant-du-public/article/818346/la181424>



Documents de référence

✍ Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, *Le service public : guide de l'accueil des personnes en situation de handicap* [en ligne], Edition Dicom, 2014. Disponible sur :

📄 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20Accessibilité%20Service%20public.pdf>

✍ CNISAM, *Bonnes pratiques face aux personnes déficientes ou en situation de handicap* [en ligne], 2013. Disponible sur :

📄 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/CNISAM%20Fiche%20Bonnes_pratiques%20face%20aux%20PH.pdf

✍ Ministère des affaires sociales, *Vivre ensemble, guide des civilités à l'usage des gens ordinaires* [en ligne], 2009. Disponible sur :

📄 http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_vivreensemble.pdf

✍ MEDDTL, Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, *Le chien guide ou le chien d'assistance – le compagnon du quotidien* [en ligne], 2011. Disponible sur :

📄 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/chien_guide_16p.pdf

✍ Comité régional du tourisme Paris Île-de-France, *Accueillir une personne à besoins spécifiques* [en ligne], 2013. Disponible sur :

📄 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20CRT%20Accueillir%20une%20personne%20à%20besoins%20spécifiques.pdf>

Ce document a été élaboré par la DMA, en collaboration avec :

- APAJH (Association pour Adultes et Jeunes Handicapés)
- CDCF (Conseil du Commerce de France)
- CFPSAA (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
- CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail)
- CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises)
- FCD (Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution)
- UMIH (Union des Métiers et Industries de l'Hôtellerie)
- UNAPEI (Union nationale des association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis)
- SYNHORCAT (Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs)



La Délégation ministérielle à l'accessibilité

Elle veille au respect des règles d'accessibilité, coordonne et assure la cohérence des actions menées par le ministère dans ce domaine. Soucieuse d'une meilleure intégration des personnes handicapées, elle veille à créer les conditions du dialogue, par un travail d'écoute et d'échange avec tous les acteurs de l'accessibilité et notamment les associations de personnes handicapées, pour faire émerger les synthèses nécessaires au déploiement de la politique d'accessibilité.

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
Ministère du Logement et de l'Habitat durable

Secrétariat général
Délégation ministérielle à l'accessibilité

Tour Pascal A
92055 La Défense cedex
Tel. : +33 (0)1 40 81 21 22

www.developpement-durable.gouv.fr - www.logement.gouv.fr

PAO : MEEM-MLHD/SPSSI/ATL2 Benoît Cudelou - août 2016